

Face à l'unanimité des médias contre Donald Trump, ce dernier a utilisé les réseaux sociaux comme caisse de résonance de ses idées qui se résument en un slogan : « American first ». La vieille idée de l'isolationnisme, les Américains d'abord, le reste du monde après, y compris la France. Les viticulteurs français ont payé le prix cher (plus de 500 millions de \$), les décisions à l'emporte-pièce d'un président devenu incontrôlable pour ceux qui l'avaient fait roi, à savoir le pouvoir de l'argent.

Aujourd'hui, en interdisant au président en exercice d'utiliser les réseaux sociaux, ces derniers se sont tiré une balle dans le pied et le PDG de Twitter, Jack Dorsey, l'a bien compris. Quand la France demandait aux mêmes réseaux d'interdire les propos haineux des terroristes islamistes, les responsables de ces réseaux ont refusé en prétextant que c'était une atteinte à la liberté d'expression. Ils ne pourront plus demain tenir les mêmes propos.

La procédure « d'impeachment » envers Donald Trump n'est qu'une farce qui vise à l'interdire de rebondir à l'avenir et l'empêcher de se représenter. Les dernières déclarations du président qui a perdu le pouvoir laissent penser qu'il va créer ses propres outils de communication. Même la chaîne très républicaine, Fox News, ne trouve plus grâce à ses yeux.

Il présente un bilan qui, pour les Américains, n'est pas si mauvais sur le plan économique, y compris dans ses relations internationales avec son opposition à la Chine ou à l'Iran, ou encore dans son rapprochement avec la Corée du Nord. Quant aux frictions entre communautés, Barak Obama n'avait pas fait mieux que lui... Dès lors, l'Amérique n'a sans doute pas fini avec le « trumpisme » qui a rassemblé 74 millions d'électeurs et dont le flambeau pourrait être repris par Trump, voire sa propre fille, Ivanka.

Reste qu'interdire un président en exercice de s'exprimer va laisser des traces aux États-Unis comme ailleurs dans le monde. L'image des réseaux sociaux, espace de liberté, est ternie et n'existe plus. Dans ce contexte, puisqu'ils sont devenus, avec Trump, des médias comme les autres, ils pourront être assimilés aux mêmes impôts dans les pays où ils sont implantés au prorata des bénéfices qu'ils font... La taxe contre les GAFAs que l'Europe veut mettre en place est donc légitimée. Trump aura durablement changé les rapports vis-à-vis des réseaux sociaux et sans doute, participé à leur discrédit durable.

**Pascal Gaymard**

[Signaler un abus](#)

**Partager :**

- [Twitter](#)
- [Facebook](#)
- [LinkedIn](#)